



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2889
15 décembre 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

L'insécurité, c'est celle des conditions de vie et de travail



Gaza

**Halte au massacre
des Palestiniens!**

page 8

COP 28

**Une triste
comédie**

page 16

Entreprises

**Les salaires,
ça ne va pas**

pages 11 à 15

Leur société

- Loi immigration : racisme et xénophobie à rejeter 3
- Contrôles d'identité : non au flicage ! 3
- Aurore Bergé : pour elle, aux parents de payer 3
- RN et patronat : les yeux doux de Le Pen aux possédants 4
- Extrême-droite : des dissolutions qui ne dissolvent rien 4
- Innovation : à quoi sert l'argent public 5
- Attaques contre les chômeurs : Dussot en rajoute 5
- Réveillons : la note sera salée 5
- Avec la Compagnie Jolie Môme 5
- Éducation : mesures rétrogrades et zéro moyen 6
- Lycée professionnel : réformer pour économiser 6
- Paris 19^e : un toit, c'est un droit ! 6
- Téléthon : une société génétiquement malade 7
- Médecins : la pénurie continue 7
- Janvier sans alcool : à la santé des lobbies ! 7
- Taxis : contre les transports sanitaires au rabais 7
- Mayotte : les ministres défilent, les problèmes persistent 10
- Guadeloupe : une sanction pour avoir irrité Bardella 10

Dans le monde

- Gaza : halte au massacre des Palestiniens ! 8
- Lois de la guerre : lois des plus forts 8
- Yémen : une autre crise meurtrière 8
- Russie : mécontentement populaire et présidence à vie 9
- Ukraine : course aux armes et à la boucherie 9
- Climat : après eux, le déluge 16
- Venezuela - Guyana : une odeur de pétrole 16

Dans les entreprises

- Hôpital Pitié-Salpêtrière Paris 11
- EPSM de la Sarthe 11
- Nettoyage 11
- Transdev Seine-Saint-Denis 12
- Chanel : la grève, ça marche 12
- Chaussexpo : menaces sur l'emploi 12
- Territoriaux de Beauvais 13
- Communauté urbaine du Havre 13
- Nancy : la grève des agents de la ville et de la métropole 13
- La Poste 14
- Travailleurs immigrés 14
- Facteurs Fleury-les-Aubrais 14
- Nicollin 15
- Opéra de Tours 15

La véritable insécurité : celle de nos conditions de vie

« Insécurité, immigration! »... Depuis des semaines, les politiciens de droite et d'extrême droite n'ont que ces mots-là à la bouche. Et le gouvernement, Darmanin en tête, leur court après en essayant désespérément de faire voter sa loi Asile Immigration, malgré le camouflet qu'il vient de recevoir à l'Assemblée. Tout cela constitue une campagne infecte contre les immigrés et contre les travailleurs en général.

L'insécurité, les travailleuses et les travailleurs savent ce que cela veut dire. Et pas seulement parce qu'ils sont confrontés à la délinquance et aux trafics divers et variés. Ils la connaissent intimement parce qu'ils sont des prolétaires.

Est-ce que je vais trouver du travail ? À quel salaire ? Est-ce que j'arriverai à suivre la cadence ? Est-ce que je vais tenir physiquement ? Est-ce que je vais garder mon travail ? Ces questions lancinantes, des millions de travailleurs se les posent au quotidien, et cela, quelles que soient leur origine ou leur couleur de peau.

C'est cela la vie de prolétaire, même dans le pays riche qu'est la France. C'est cette insécurité permanente qui consiste à être soumis aux décisions d'un patron ou d'actionnaires invisibles. C'est dépendre de l'arbitraire et des humeurs d'un chef pour une formation, des dates de congés, une autorisation de sortie, et parfois pour avoir le droit de travailler en sécurité.

C'est voir son salaire augmenter moins vite que l'inflation et ses primes fondre, sans autre explication que le chantage patronal : « C'est à prendre ou à laisser ! » C'est voir ses droits attaqués à chaque renégociation des conventions collectives ou au gré des découpages et des restructurations des grands groupes.

C'est être un pion dans le grand jeu de la finance et être, comme des milliers d'employés de Casino, Carrefour ou Auchan, vendus ou sortis du groupe pour passer sous la coupe de gérants d'autant plus cupides que leur affaire n'est pas très rentable. C'est passer tous les deux ou trois ans entre les mains d'autres patrons voyous au travers d'appels d'offres qui dégradent les conditions de travail.

À l'insécurité créée par l'exploitation au travail et la concurrence, s'ajoute l'insécurité provoquée par l'explosion de tous les prix et la peur de ne plus arriver à remplir le frigo, à se chauffer un minimum et même à se loger.

Le gouvernement s'inquiétera-t-il de ceux qui ne peuvent plus se payer une mutuelle ou renonceront à une assurance parce que les tarifs explosent ? Certainement pas ! Lui-même se charge d'attaquer les droits des travailleurs, des chômeurs, des retraités ou des malades. Alors oui, plus on est exploité, plus on est mal payé, plus on connaît l'insécurité !

Les travailleurs sans papiers, qui sont devenus les boucs émissaires des démagogues qui font leur beurre sur les préjugés racistes et xénophobes, en savent quelque chose. Car, en plus d'être soumis à la dictature patronale sur les chantiers, dans des entrepôts ou les arrières-cuisines des restaurants, ils sont sans droits et sans possibilité de se défendre. Ils doivent raser les murs, se cacher et, s'ils ne veulent pas dormir dans la rue, se mettre à la merci de marchands de sommeil.

Dans les pays pauvres, des milliards de femmes et d'hommes ont à se battre, du matin au soir, pour rester en vie. Trouver un peu de travail, faire un peu de commerce, surmonter les maladies, chercher de l'eau et de la nourriture, échapper aux bandes armées fait partie de la vie quotidienne. En fait partie aussi la guerre qui se répand sur tous les continents et qui nous menace nous aussi, comme l'annoncent tous les bruits de bottes.

Mais vous n'entendrez jamais Le Pen, Ciotti ou Darmanin dénoncer ce type d'insécurité-là. Et pour cause ! Il s'agit du fonctionnement normal de la société capitaliste qu'ils défendent tous !

L'insécurité sociale et les guerres sont créées par le capitalisme, un système où le droit de vivre dépend de l'épaisseur du portefeuille. Elles sont imposées par la classe dominante qui prospère et assure son confort, sa sécurité et celle de ses descendants par le pillage, l'exploitation et la mise en concurrence des travailleurs du monde entier.

Pour que la vie des prolétaires ne se joue plus à la roulette russe du marché, de la concurrence, de la spéculation et des guerres entre brigands capitalistes, il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie. C'est nous, les travailleurs du monde, qui faisons tourner la société et créons toutes ses richesses. C'est à nous de la diriger. Pour mener ce combat, il faut rejeter de toutes nos forces le poison de la division que les politiciens de la bourgeoisie répandent dans le monde du travail.

Nathalie Arthaud



Loi Immigration: racisme et xénophobie à rejeter

L'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi Immigration porté par le ministre de l'Intérieur Darmanin a été interrompu lundi 11 décembre par le vote d'une motion de rejet. Le gouvernement annonce une « commission mixte paritaire » pour une énième tentative de compromis.

Ce projet, dans toutes ses versions successives, est une attaque en règle contre les immigrés. Il vise à faciliter les expulsions, durcir les conditions du regroupement familial et d'obtention du droit d'asile, multiplier les obstacles pour pouvoir obtenir des papiers et un statut vivable. Cette attaque est dirigée contre des femmes et des hommes qui migrent pour travailler et occupent souvent les emplois les plus durs. Les riches, eux, ont les moyens de contourner tous ces obstacles, quelle que soit leur nationalité.

Depuis des semaines la droite, l'extrême droite et le gouvernement multiplient les postures à qui sera le plus convaincant pour se présenter comme un rempart face à des immigrés qui seraient la cause de tous les maux de la société française. Darmanin s'est distingué, sur les réseaux sociaux comme dans les médias, par des amalgames odieux mêlant immigrés et délinquants, étrangers et terroristes, dont il a fait son fonds de commerce.

Le gouvernement et l'opposition agitent ensemble le chiffon rouge de l'immigration, pour détourner l'attention de la montée des prix qui se poursuit et de

la misère qui s'étend, avec pour conséquence le délitement de toute la société. Ils visent aussi à diviser les travailleurs, selon leur nationalité, leur origine, leur

couleur de peau ou les quartiers où ils habitent, pour faire baisser la tête à tous.

Il faut dénoncer cette loi indigne, sans rien attendre du jeu politique dont elle

est l'occasion, résister au déluge d'idées racistes et anti-immigrés que médias et politiciens répandent abondamment. C'est indispensable pour que les tra-

vailleurs puissent se préparer à défendre leurs intérêts communs face aux exploiters et aux gouvernants à leur service.

Lucas Pizet



Manifestation dimanche 4 décembre contre la loi Darmanin.

Contrôles d'identité: non au flicage!

Mercredi 6 décembre, la Cour des comptes a publié une enquête sur les contrôles d'identité pratiqués par la police et la gendarmerie en France. Elle a annoncé le chiffre astronomique de 47 millions de contrôles sur une année, en 2021. Et encore, ce n'est qu'une estimation.

Sachant qu'il y a 56 millions d'habitants qui ont plus de 15 ans, on n'est pas si

loin d'au moins un contrôle par personne et par an. En fait, des millions d'habitants de ce pays ne sont bien sûr jamais arrêtés sur la route, dans les transports en commun, les gares ou leurs quartiers, pour une vérification d'identité, accompagnée souvent des palpations de sécurité, qui n'ont rien d'obligatoire, et dont la Cour des comptes note qu'elles sont en voie de

généralisation.

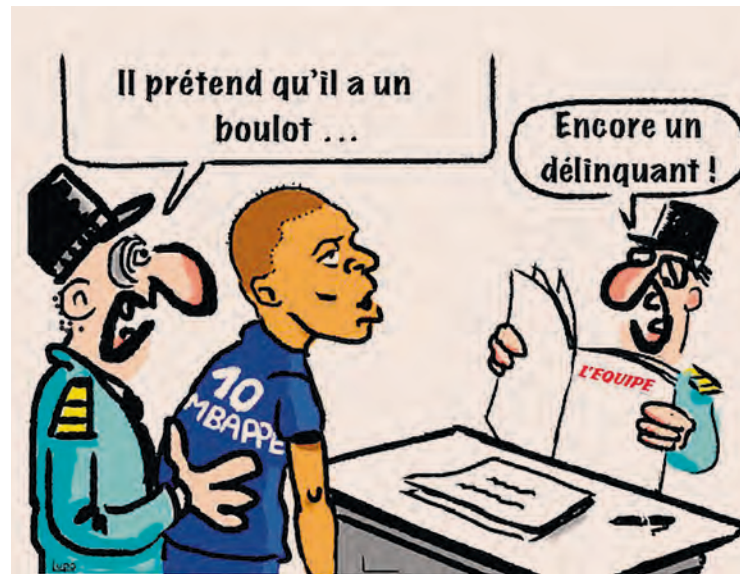
Il ne faut donc pas être grand clerc et membre de la Cour des comptes pour deviner que ces chiffres sont révélateurs des contrôles d'identité pratiqués dans les quartiers populaires. Dans les rues des beaux quartiers, les résidents sont rarement interpellés par une patrouille pour présenter leurs papiers. Bien sûr, l'enquête de la Cour des comptes n'aborde pas l'arbitraire des contrôles au faciès et s'en garde bien sous prétexte que « la sur-représentation de certains groupes dans la population contrôlée, souvent dénoncée, est difficile à objectiver ». Mais elle confirme ce que l'on savait déjà : la pression exercée par la police et la gendarmerie sur la population est permanente, parce qu'elles en reçoivent l'ordre depuis des années de la part de leurs hiérarchies et de leurs ministères.

Quant à l'efficacité de ces contrôles pour éviter crimes

et délits, la Cour des comptes n'en dit rien, mais observe que bien des policiers et gendarmes ne savent plus pourquoi ils contrôlent à tour de bras. Une expérimentation menée dans l'Hérault et le Val-d'Oise, entre avril et septembre 2014, avait montré que 4 % des 2 300 contrôles réalisés sur réquisition du procureur de la République avaient conduit à des interpellations.

L'efficacité des contrôles d'identité pour des raisons de sécurité publique n'est pas démontrée. Mais le fait qu'ils peuvent être l'occasion de violences est une évidence. C'est à l'occasion d'un contrôle que Théo a été mutilé en 2017, qu'Adama Traoré a été tué en 2016 et Cédric Chauviat en 2021. Quant au meurtre de Nahel à Nanterre, en juin dernier, s'il ne découlait pas à proprement parler d'un contrôle d'identité, l'assassin était bien un policier dans l'exercice de ses fonctions.

Boris Savin



Aurore Bergé: pour elle, aux parents de payer!

Aurore Bergé, secrétaire d'État à la Famille, s'est répandue dans *La Tribune Dimanche* du 10 décembre sur un sujet qu'elle connaît bien mal: la vie des familles populaires, les difficultés des mères célibataires pour élever leurs enfants, le fait de grandir dans ces conditions.

Pour se documenter sur cette question, elle voulait réunir quelques médecins, historiens, psychologues, etc. mais, avant même la première réunion, plusieurs d'entre eux se sont désistés, ayant lu l'interview méprisante d'Aurore Bergé. Pour

la sous-ministre, l'explication des émeutes qui ont suivi l'assassinat du jeune Nahel par un policier, en juin dernier, est simple: les parents seraient incapables de tenir leurs gosses. Ses solutions sont tout aussi simples: Aurore Bergé veut

que les parents dits défaillants puissent être condamnés à des travaux d'intérêt général; qu'ils soient contraints de payer pour les dégâts commis par leurs enfants; qu'ils encourrent des amendes lorsqu'ils ne les accompagnent pas aux convocations de la police.

On ne peut pas reprocher à Aurore Bergé le fait qu'elle soit née avec une cuillère d'argent dans la bouche. Mais, visiblement, elle n'a jamais songé à l'ôter pour

parler avec une femme de ménage ou une cuisinière, ni dans l'école catholique de Versailles où elle a étudié, ni au cours de sa carrière politique, commencée paraît-il à l'UMP à 16 ans. Sa bonne conscience lui suffit pour reprocher à une mère célibataire qui fait des ménages le matin et travaille dans un restaurant le soir, qui passe des heures dans le bus entre les deux et qui s'inquiète en permanence de ce que font les petits

confiés à l'aînée, de ne pas savoir les élever.

La ministre promet l'organisation de réunions pour savoir de quoi les parents ont besoin. C'est pourtant simple: ils ont besoin d'un emploi et d'un salaire correct, d'une société qui consacre ses moyens à la jeunesse plutôt qu'aux profits des marchands de canons, sans dépendre des décisions de ministres aussi imbus d'eux-mêmes qu'ignorants.

Paul Galois

Le RN et le patronat: les yeux doux de Le Pen aux possédants

Le quotidien des milieux d'affaires, Les Echos, a consacré un éditorial, le 3 décembre, au Rassemblement national qui « lance une offensive » en direction « des chefs d'entreprise en faisant miroiter des adaptations discrètes de son programme ».

La dernière illustration en serait que Marine Le Pen vient d'inviter Henri Proglio dans un restaurant que ce journal qualifie de « table du Tout-Paris ». Ce grand patron a été entre autres PDG de Veolia, puis d'EDF, et a présidé le conseil d'administration de Thales.

L'opération visait donc à être connue des milieux qui ont les moyens de fréquenter ces établissements huppés : ceux du grand patronat. C'est à eux que Marine Le Pen s'adresse de façon plus ou moins discrète mais systématique depuis des mois.

Récemment, Chenu, porte-parole du RN, et Tanguy, chef de ses députés, se sont affichés avec Michel-Édouard Leclerc et Dominique Schelcher, le PDG de Système U. Fin novembre, Bardella, le président du RN, était à une

soirée-débat à HEC, grande école où sont passés beaucoup de dirigeants patronaux, et au Salon de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises). Dans les régions, « les élus [du RN] sont de toutes les fêtes et rencontres de patrons locaux », soulignent *Les Echos*.

Les liens de Le Pen père et fille avec les nantis ne datent pas d'hier. Le père, fondateur du Front national, avait hérité de la fortune du cimentier Lambert en 1976, et de nombreux sympathisants fortunés naviguaient dans les eaux du FN. Mais, sauf exception, les sommets de la bourgeoisie ne s'affichaient pas à ses côtés. Et Geoffroy Roux de Bézieux, ex-président du Medef, déclarait il y a peu encore que Marine Le Pen n'avait « aucune compétence économique ».

Celle-ci et le RN aime-

raient passer pour les défenseurs des petites gens, pour gagner des voix. Mais même le succès sur ce terrain ne suffit pas pour pouvoir accéder à la direction du pays. Car il faut pour cela que la haute bourgeoisie, qui détient le pouvoir véritable car elle tient l'économie et la finance, donne son feu vert à une Le Pen, comme la bourgeoisie italienne l'a fait pour Giorgia Meloni.

Certes, Marine Le Pen défend fondamentalement la classe dominante, notamment quand elle veut diviser la classe ouvrière avec sa démagogie xénophobe et réactionnaire. Mais elle doit faire des gestes pour convaincre le patronat qu'il aurait plus à gagner qu'à perdre en la laissant accéder aux affaires. C'est ce qu'elle essaye de faire en ne parlant plus d'abandonner l'euro ou de rompre avec l'Europe, ce que les grandes entreprises refusent, au moins pour l'heure.

Quand la gamelle s'approche, le toutou se fait plus obéissant.

Pierre Laffitte

Extrême droite : des dissolutions qui ne dissolvent rien

Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, a annoncé mercredi 6 décembre la dissolution du groupe d'extrême droite Division Martel, à l'origine d'une expédition punitive ratée de plusieurs dizaines de nazillons à Romans-sur-Isère.

Ces décrets de dissolution sont en nette augmentation depuis quelques années, visant en général des groupuscules d'extrême droite, et parfois d'autres classés à l'extrême gauche ou écologistes comme les Soulèvements de la Terre.

S'il n'y a aucune raison de pleurer sur le sort des bandes fascisantes ciblées par ces procédures administratives, il serait bien illusoire de compter sur de telles mesures pour combattre ces ennemis mortels des classes populaires. L'expérience montre qu'elles n'empêchent absolument

pas ces groupes d'exister et de recruter : un certain nombre des petites frappes de la Division Martel sont des anciens du groupe les Zouaves, interdit en 2022. C'est notamment le cas de son dirigeant, connu sous le nom de « gros lardon », un pseudonyme choisi par ses acolytes en l'honneur de la largeur de vues et de la subtilité de leur leader.

Ces interdictions et l'attitude des forces de l'ordre envers de tels individus, avec qui elles partagent souvent des sympathies politiques et des liens personnels, ne menacent

en rien l'existence de ces groupes. En revanche, ces dissolutions permettent à Darmanin et ses semblables de se poser en remparts de la démocratie, eux dont toute l'action et les propos anti-migrants et anti-musulmans entretiennent un terrain propice au développement de cette mouvance qui compterait aujourd'hui 3 300 membres et dont 1 300 seraient fichés S.

La police et les décrets des Valls, Darmanin et de leurs successeurs n'empêcheront pas ces nazillons d'exister ni de sévir. Pour cela, il faudra que le mouvement ouvrier retrouve sa vitalité et réapprenne à se défendre directement, par ses propres moyens.

Sacha Kami

Sil rouge

Uniforme à l'école : le ministre avance à reculons

Gabriel Attal va lancer une « expérimentation d'ampleur » pour savoir si la port d'un uniforme à l'école serait « efficace en termes de climat scolaire, de harcèlement et de hausse du niveau. » Quel rapport le port de l'uniforme aurait-il avec ces problèmes rencontrés par les élèves ? Seul Attal le sait.

Si le ministre veut vraiment que tous les élèves soient sur un pied d'égalité, qu'il commence donc par mettre fin à la ségrégation qui s'opère à la base entre les établissements bien lotis des centres-villes et ceux des quartiers populaires où il manque de tout : argent, matériel et personnel éducatif.



Le Louvre en passe d'être réservé aux plus riches

Le musée du Louvre a annoncé que le billet d'entrée va subir une hausse de 30 %, passant de 17 à 22 euros. Jusqu'en 2014, l'accès était gratuit le premier dimanche de chaque mois.

Le Louvre se défend en disant que cette mesure touchera principalement les touristes étrangers,

qui forment la majorité des visiteurs. Outre que cela revient à les rançonner, c'est discriminatoire vis-à-vis des habitants à faibles revenus, à commencer par ceux qui voudraient y aller en famille.

Les œuvres d'art sont un bien collectif, et l'accès aux musées devrait être ouvert à tous.

Plutôt que le coup de pouce, le poing levé

La prime de Noël sera cette année augmentée de 35 %, soit de 80 euros à 138 euros pour les parents élevant seuls leurs enfants et percevant moins de 1 141 euros par mois. C'est mieux que rien, mais cela reste peu de chose, et ce n'est pas cela qui va permettre à bien des familles de sortir la tête de l'eau.

On ne peut pas se contenter d'attendre un cadeau exceptionnel du gouvernement : il faudra imposer le droit à un vrai revenu qui permette à

tous de vivre, c'est-à-dire pas moins de 2 000 euros net par mois.



Innovation : à quoi sert l'argent public

Il y a deux ans, Macron avait lancé le projet France 2030 : 54 milliards d'euros d'investissements, dont au moins un tiers de subventions publiques. Lundi 11 décembre, il a annoncé encore plus de milliards donnés au grand patronat sans aucun retour ni contrôle.



L'argument de la concurrence étrangère est mis en avant : il ne faudrait pas se laisser marginaliser par les concurrents américains et asiatiques. Tout cela au nom de la souveraineté et du plein emploi. Comme à chaque fois, on fait miroiter au grand public des projets technologiques époustouflants : un cargo spatial, la fusion nucléaire comme nouvelle source d'énergie, de nouveaux composants

électroniques pour l'intelligence artificielle... sans oublier l'écologie. Macron a parlé de missions d'exploration de réservoirs d'hydrogène naturel, l'hydrogène blanc.

Mais la réalité est beaucoup plus prosaïque. Il y a une concurrence à toutes les échelles, et le grand patronat français compte sur son État pour le soutenir dans cette guerre économique. Ce qui comptera pour ces

capitalistes ne sera pas les découvertes ou les avancées technologiques, encore moins les emplois créés, mais d'avoir placé l'argent là où il rapportera.

Une start-up française spécialisée dans l'intelligence artificielle, Mistral AI, s'est vantée ces jours-ci d'avoir levé 385 millions d'euros. Combien de millions proviennent du plan France 2030, avec une bonne part d'argent public ? Et que va faire Mistral AI de tout cet argent ? Va-t-elle créer des milliers d'emplois ? Pendant la pandémie de Covid, des start-up ayant vampirisé la recherche effectuée pendant des années dans les laboratoires publics ont accumulé des milliards en quelques mois grâce à la spéculation...

L'État dit que ce sont pour moitié des PME qui ont touché l'argent. C'est avouer que ce sont de grands groupes qui ont raflé l'autre moitié. Mais en réalité c'est bien plus. Car bien des PME sont des filiales de très grandes entreprises. Et quel contrôle y a-t-il sur l'utilisation de ces fonds ? Macron lui-même a décidé qu'il fallait une « hyper-simplification » pour que les entreprises, à commencer par les plus grosses qui ont leurs entrées au gouvernement, puissent se servir dans les caisses de l'État. Comprenez : l'État

va verser ces sommes sans le moindre engagement en retour.

En 2021, des dizaines de milliards ont été annoncés pour des projets à faire rêver. En 2030, il y aura sûrement de nouveaux multimilliardaires. Mais des

cargos spatiaux ou quoi que ce soit d'un peu utile, rien n'est moins sûr. Peut-être, il est vrai, y aura-t-il des canons plus modernes, même si Macron a oublié de mentionner ce secteur industriel plein d'avenir ?

Pierre Royan

Réveillons : la note sera salée

Tous les jours les chaînes de télévision ne lésinent pas sur les publicités et les recettes pour bien préparer les repas des fêtes de Noël et du Jour de l'An, en insistant sur l'achat de produits classiques mais encore abordables – pour qui ? – maintenant que l'inflation n'est plus aussi élevée qu'il y a quelques mois, comme le répète le gouvernement.

Selon l'enquête de *Que Choisir ?* le coût moyen du repas festif classique augmentera de 9 % C'est moins que la hausse de 15 % du Noël 2022, mais... toutes les hausses se cumulent et le réveillon de 2023 devrait coûter en moyenne 25 % plus cher qu'en 2021.

Avec les hausses des prix du foie gras, du saumon (+6 %), des vins (+16 %), des légumes (+12 %), des fromages, viande, fruits (+7 à 9 %), et des sucreries dont le chocolat (+10 à 20 %), la dépense moyenne anticipée pour les repas de fête 2023 se situerait entre 120 et 150 euros.

Ce prix moyen est évi-

demment quasi inaccessible à toute une partie de la population, qui se contentera au mieux de quelques améliorations de l'ordinaire ou, pour les plus démunis, d'un repas proposé par des associations, des collectivités ou des organisations humanitaires.

Mais cette période est d'abord une occasion pour toute une série d'entreprises de réaliser le quart voire le tiers de leurs ventes de l'année, à commencer par les grands industriels et les capitalistes de la distribution qui ne lésinent pas sur les hausses et se préparent à sabler le champagne.

Sylvie Maréchal

Attaques contre les chômeurs : Dussopt en rajoute

Alors que la crise et la concurrence entre capitalistes s'approfondissent, le patronat a besoin d'imposer l'intensification de l'exploitation. Il sait qu'il peut compter sur le gouvernement, et les ministres qui se relaient actuellement sur la question de l'emploi des seniors l'illustrent.

Le Maire, le ministre de l'Économie, a agité son « grand plan seniors » qui, au nom de l'incitation à l'emploi des plus de 55 ans, voulait retirer aux chômeurs dépassant cet âge le droit à une durée d'indemnisation de 27 mois au lieu de 18 mois maximum pour les autres. Dussopt a choisi un autre angle d'attaque tout aussi indécent, en déclarant vouloir maintenir les 27 mois

d'indemnisation, mais repousser de 55 à 57 ans l'âge pour y avoir droit.

« C'est cohérent avec le nouvel âge de départ en retraite », se justifie le ministre du Travail. C'est surtout cohérent avec la volonté de faire peser sur la classe ouvrière tout le poids du maintien des profits capitalistes ! Car, on le sait, les travailleurs usés par l'exploitation, considérés de plus comme trop coûteux

par le patronat, sortent des bureaux et des ateliers bien avant l'âge de la retraite, soit parce que la maladie et l'usure du corps les y contraignent, soit parce qu'ils sont les premiers sur les listes de licenciement. D'après les statistiques de la Dares, en 2022, plus de 54 % des ouvriers et employés entre 55 et 59 ans ne sont ni en emploi, ni en retraite, c'est-à-dire qu'ils sont au chômage ou en invalidité.

Aucune contrainte pour le patronat et des attaques supplémentaires contre les travailleurs : c'est ce que le gouvernement appelle « se battre pour l'emploi ».

Nadia Cantale

Avec la Compagnie Jolie Môme

Les 15, 16 et 17 décembre, la Belle Étoile se fait Hyper-Nova pour une manifestation artistique, intellectuelle et politique, en soutien à la Compagnie Jolie Môme, menacée d'être évincée de ce théâtre qu'elle a fait naître, dans le quartier de La Plaine à Saint-Denis.

Durant ces trois journées, il y aura du théâtre

bien sûr, mais aussi du cinéma, de la musique et de la chanson, un bal, sans oublier de quoi se restaurer.

Le samedi 16 décembre, entre 14 h et 19 h 30, un « cabaret politique » donnera la parole à de nombreux militants, parmi lesquelles notre porte-parole, Nathalie Arthaud.

Tout le programme d'Hyper-Nova est à retrouver sur le site de la Compagnie Jolie Môme : <https://cie-joliemome.org/>

La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis

Métro : Front populaire, sortie 3
Bus 153 et 302 arrêt Église de La Plaine
et bus 139 - 239 - 512, arrêt Front populaire

Éducation : mesures rétrogrades et zéro moyen

Blanquer a eu sa réforme du baccalauréat. L'actuel ministre de l'Éducation nationale, Attal, veut sa réforme du collège.



Il a choisi le lendemain de la publication des résultats de l'enquête internationale Pisa pour faire des annonces qui visent plus à la communication gouvernementale et à sa propre carrière qu'à augmenter les connaissances des élèves.

D'après l'enquête, le niveau baisse par rapport à l'avant-Covid, en France comme dans la plupart des autres pays. Mais la mission ministérielle, lancée il y a deux mois, sur laquelle s'appuie Attal, n'a que peu à voir avec cette enquête. Avec son prétendu « choc des savoirs », il cherche surtout à développer son image de marque de politicien à la fois jeune et adepte du retour aux bonnes vieilles méthodes.

Cinquante ans après la mise en place du collège unique, il annonce la

création de groupes de niveau en mathématiques et en français au collège, promettant des cours en petits groupes pour les élèves en difficulté, mais sans annoncer la création des postes supplémentaires... alors que 2 500 ont été supprimés dans le budget 2024, dont plus de la moitié en primaire.

Au-delà de la rhétorique politicienne, cette décision se traduirait par le développement de classes d'élite et d'autres réservées aux élèves en difficulté, c'est-à-dire par une nouvelle augmentation des inégalités. En lycée professionnel, la promesse de 10 % de temps de français et de mathématiques en plus se ferait en retirant des moyens ailleurs, par exemple en supprimant

des temps de cours en présence de deux professeurs.

Attal prétend aussi faciliter les redoublements en primaire en laissant le dernier mot aux enseignants plutôt qu'aux familles. Peu importe si des études contestent l'efficacité à long terme du redoublement sur le niveau scolaire et si les enseignants témoignent que les familles ne s'opposent que rarement aux redoublements : c'est une nouvelle occasion de rendre les parents responsables des défaillances du système.

Ces mesures s'accompagnent d'une énième modification des programmes et de l'augmentation du poids donné à l'examen final dans la note du brevet, quelques années après que Blanquer a fait exactement le contraire pour le bac. Surtout, Attal veut rendre le brevet obligatoire pour accéder en seconde. Les autres élèves seraient orientés vers un an de prépa-lycée : sans moyens nouveaux, celle-ci risque plus d'aboutir à dissuader des jeunes d'aller en seconde qu'à les aider à obtenir le niveau nécessaire.

Au-delà de la démagogie réactionnaire qui l'inspire, ce nouveau « grand plan » ne peut que conduire à renforcer la sélection sociale, dans un système éducatif miné par le manque de moyens. Comme pour ses prédécesseurs, la question du niveau des enfants des classes populaires en mathématiques reste donc bien loin des calculs d'Attal.

Sacha Kami

Lycée professionnel : réformer pour économiser

Les syndicats de l'enseignement professionnel appellent à la grève le 12 décembre, pour protester contre la réforme du lycée professionnel qui accueille 37 % des jeunes scolarisés dans le secondaire.

Qu'en est-il des prétendues innovations gouvernementales ? Le renforcement des savoirs fondamentaux en français et en mathématiques, censé se traduire par des groupes à effectifs réduits, sera financé par la suppression d'autres heures d'enseignement. Réapparaissent ainsi les groupes de niveau dont tout enseignant, tout parent et tout lycéen a pu mesurer l'inefficacité. La réforme prévoit également de diminuer les heures d'enseignement professionnel, et d'augmenter le nombre de semaines de stage, en particulier en année de terminale du baccalauréat professionnel. Ces stages, qu'il est très souvent difficile de trouver, sont très peu formateurs, et permettent aux entreprises de bénéficier d'une main-d'œuvre gratuite. Ils seraient désormais rémunérés de 50 à 100 euros par semaine, selon la classe, financés par l'État, pas par les patrons. Des dizaines de formations jugées non-insérantes, ce qui signifie en clair qu'elles ne correspondent pas aux intérêts immédiats du patronat, seraient fermées ; ce serait le cas des filières tertiaires. Mais à coup sûr elles ne seront pas pour autant remplacées par d'autres supposées insérantes. Des

milliers de jeunes auront donc une fois de plus du mal à trouver une place dans les filières qui les intéressent. Quant aux professeurs qui y enseignent, ils sont d'ores et déjà sommés de se reconverter rapidement.

L'enseignement professionnel a toujours eu pour but de fournir au patronat une main-d'œuvre exploitable, et certainement pas de permettre à ces jeunes d'acquérir une culture générale. C'est le mouvement ouvrier à ses débuts, dans les années où il était révolutionnaire, qui a cherché à cultiver les jeunes ouvriers pour leur permettre de comprendre le monde afin de le changer. Mais la nouvelle réforme va restreindre encore davantage cet accès à la culture pour des jeunes qui, en majorité, sont issus des classes populaires, en réduisant par exemple le nombre d'heures consacrées à l'enseignement de l'histoire, ou celles consacrées à l'enseignement des langues.

Chaque réforme permet ainsi au gouvernement de faire des économies d'heures d'enseignement et de personnel. C'est là son objectif principal, que toutes les justifications avancées ont bien du mal à masquer.

Aline Retesse

Paris 19^e : un toit, c'est un droit !

Jeudi 7 décembre, tous les enseignants de l'école Ourcq B, à Paris 19^e, se sont mis en grève pour protester contre la situation de deux élèves à la rue, l'une au CE1, l'autre en CP.

Face à l'absence de réponse des autorités, un rassemblement a été organisé sur le parvis de la mairie d'arrondissement pour exiger des hébergements d'urgence pour ces deux familles. Entre-temps, celle-ci avait déjà réfléchi à des solutions et les deux familles sont hébergées. L'an dernier

déjà, l'équipe enseignante s'était mobilisée et avait occupé l'école durant une nuit pour la même raison. La solidarité entre les professeurs et les parents d'élèves avait permis de débloquer la situation.

Le fait qu'il y ait autant d'enfants et d'adultes sans logement, sous des tentes ou à la rue, est un scandale. Les parents et les enseignants qui se sont mobilisés sont fiers d'avoir réagi et n'hésiteront pas à recommencer.

Correspondant LO



Téléthon : une société génétiquement malade

Les 8 et 9 décembre s'est tenue la 37^e édition du Téléthon. Les différents événements organisés pendant ce marathon caritatif ont permis de récolter 80 millions d'euros en deux jours, soit deux millions de plus qu'en 2022.

Les organisateurs se félicitent, à juste titre, de ce chiffre qui augmente légèrement. Les dons servent en grande partie à financer des instituts de recherche sur les maladies génétiques rares. Ces dernières années, de grands progrès ont été réalisés dans le domaine de la thérapie génique,

permettant de développer des traitements inimaginables il y a peu.

Mais s'il faut en appeler à la générosité publique pour financer une partie de la recherche dans ce domaine, c'est avant tout parce que les laboratoires pharmaceutiques ont refusé d'investir pendant des années, car les

traitements ne leur semblaient pas assez rentables. Pourtant, ces géants auraient largement les moyens de lancer des programmes de recherche conséquents. Sanofi a annoncé, juste avant le lancement du Téléthon, qu'il avait dans ses tiroirs pas moins de douze médicaments ou vaccins qui pourraient être ce qu'ils appellent des blockbusters, c'est-à-dire des traitements qui dépassent chacun le milliard d'euros en vente annuelle. Et, parmi eux, trois seraient susceptibles d'atteindre 5 milliards d'euros.

Les capitalistes de la santé et de la pharmacie ont les yeux rivés non sur les patients ou sur de nouvelles techniques scientifiques, mais sur leur compte en banque, les chiffres de la rentabilité et la marge opérationnelle. Et ce qui ne rapporte pas de profit, ils le laissent à la charité publique.

Camille Paglieri



Médecins : la pénurie continue

Dans une interview au *Figaro*, le directeur général de l'Assurance maladie se félicite de la petite baisse du nombre de patients n'ayant pas de médecin traitant, parmi ceux atteints d'une affection de longue durée. Mais on est loin du compte.

En début d'année, Macron a multiplié les promesses pour le système de santé, sans véritables moyens supplémentaires. Il promettait notamment que les 700 000 patients sans médecin traitant en ALD, c'est-à-dire souffrant d'une maladie grave et/ou chronique, s'en verraient proposer un d'ici la fin 2023. L'Assurance maladie a donc contacté des dizaines de milliers de médecins qui avaient reçu dans l'année des malades en ALD, afin de les inciter à

devenir leur médecin traitant, moyennant une prime de 60 euros par inscription. Grâce à cette mesure, en grande partie administrative, 170 000 malades en ALD ont donc désormais officiellement un médecin traitant. Mais cela ne signifie pas, loin de là, que la situation médicale globale s'améliore.

Si beaucoup de médecins refusent de prendre plus de patients, c'est parce qu'ils sont déjà débordés. C'est dire si les pressions exercées et la petite carotte à

la clef ne viendront pas à bout de la pénurie. En outre, les 700 000 patients en ALD qui n'avaient pas de médecin traitant ne représentent qu'une toute petite fraction de la population totale dans cette situation, estimée à 6,7 millions de personnes par l'Assurance maladie. Enfin, le vieillissement de la population, dont celui des médecins actuellement en exercice, fait dire à tous les spécialistes que la situation va encore empirer dans les prochaines années.

La crise du système de santé ne peut être endiguée sans y consacrer des moyens suffisants et sans recruter massivement tous les types de personnel.

Marlène Stanis



Janvier sans alcool : à la santé des lobbies !

Depuis 2020 des associations organisent une opération Défi de janvier pour promouvoir le « mois sans alcool ».

Devant les réticences du gouvernement pour soutenir ce type d'action, 53 médecins addictologues ont écrit au ministre de la Santé Aurélien Rousseau pour lui demander des comptes.

On comprend cette colère car, il y a quelques mois, le gouvernement avait enterré deux campagnes de sensibilisation organisées à l'occasion de la Coupe du monde de rugby. Le précédent ministre de la Santé, François Braun, avait lui aussi annulé des campagnes organisées par Santé publique France. Les médecins dénoncent le fait que 41 000 morts par an sont provoquées par l'alcool, alors que la prévention dans le pays est quasi nulle.

L'exemple vient de haut, directement de l'Élysée, où les lobbys des producteurs d'alcool ont manifestement leurs entrées. Au lancement du « mois sans alcool » ils

avaient fait connaître leur opposition et Macron avait annoncé que le gouvernement retirait son soutien à l'opération, laissant le soin aux associations de défendre leur campagne. À l'approche des fêtes de 2023, un spot télévisé indiquant que « pendant les fêtes, se souhaiter une bonne santé en trinquant avec de l'alcool est absurde » a été purement et simplement retiré des écrans. Un autre spot, en revanche, a passé la censure des lobbys car il appelait « à boire aussi de l'eau quand on boit de l'alcool », une façon pour le moins diluée de combattre l'alcoolisme.

Dans ce domaine, le gouvernement ne met même pas de l'eau dans son vin : il s'aligne purement et simplement sur les demandes des producteurs.

Cédric Duval

Taxis : contre les transports sanitaires au rabais

Lundi 11 décembre, les chauffeurs de taxi ont manifesté dans plusieurs grandes villes contre l'obligation de prendre plusieurs malades par course lorsqu'ils effectuent des transports sanitaires. À Paris, ils se sont rassemblés à plus de 200 devant le ministère de la Santé.

Cette nouvelle disposition, qui figure au budget 2024 de la Sécurité sociale, vise les malades tout autant que les chauffeurs. « Lorsqu'un patient refuse le transport partagé que lui propose une entreprise de transport sanitaire ou une entreprise de taxi conventionnée, ses frais de transport sont pris en charge après application au prix facturé d'un coefficient de minoration », précise l'article 30 du budget. Sauf à payer, les malades n'auront donc pas le choix.

Une plateforme numérique va d'autre part être créée pour calculer le trajet optimum permettant de prendre en charge plusieurs malades, et pour les chauffeurs ce sera à prendre ou à laisser. Leurs revenus vont s'en ressentir, puisqu'ils perdraient 15 % du prix du

transport sanitaire pour le premier patient et 23 % pour le second. Quant aux liens humains et à la confiance qui peut s'instaurer entre le malade et le chauffeur au cours de transports entre le domicile et l'hôpital, c'est vraiment le cadet des soucis du gouvernement qui a élaboré ce texte.

L'objectif avoué du gouvernement est d'économiser 92 millions d'euros, en multipliant par quatre d'ici 2025 le nombre de transports sanitaires en covoiturage. Ceux-ci devraient alors représenter plus de la moitié des trajets. C'est une atteinte au droit des malades à se soigner dans de bonnes conditions, dont les chauffeurs qui les prennent en charge font aussi les frais.

Daniel Mescla

Gaza : halte au massacre des Palestiniens !

À Gaza, le massacre continue depuis la fin de la trêve, le 1^{er} décembre. Les bombardements sont incessants et l'armée israélienne est entrée à Khan Younès, la principale ville du sud de l'enclave palestinienne.

Selon le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, le niveau de destruction dans le territoire palestinien serait plus ou moins égal, voire supérieur à celui de l'Allemagne lors de la Deuxième Guerre mondiale.

Depuis le 1^{er} décembre, alors qu'il resterait quelque 800 000 Palestiniens dans le nord du territoire, il n'est plus possible d'y entrer ou d'en sortir. Au sud, les Gazaouis sont chassés par les bombes israéliennes vers la frontière avec l'Égypte. Deux camps, sans accès à l'eau potable, aux toilettes, à la nourriture, ont surgi à proximité des murs de béton et d'acier

construits depuis 2009 par les autorités égyptiennes. D'après le Programme alimentaire mondial, 97% des Gazaouis n'ont pas assez de nourriture, certains n'ont pas mangé pendant dix jours. Des chars d'assaut ont été déployés du côté égyptien, pour dissuader les Palestiniens de franchir la frontière.

De son côté, le ballet diplomatique continue, marqué par le veto des États-Unis à un appel à un cessez-le-feu immédiat au Conseil de sécurité de l'ONU, dont les résolutions, comme celles condamnant l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, n'ont de toute façon jamais été respectées

par l'État israélien. L'administration américaine, tout en appelant hypocritement à la retenue, continue d'apporter son soutien à l'État israélien, même si Biden critique quelque peu Netanyahu. Le gouvernement américain maintient par ailleurs sa flotte en Méditerranée et en Mer Rouge pour mettre en joue tout le Moyen-Orient.

Gaza est transformé en champ de ruines et en cimetière, et rien n'annonce un répit. Les pertes palestiniennes – près de 20 000 tués, sans compter les corps ensevelis sous les décombres – sont énormes. Mais la population juive d'Israël paye aussi les conséquences de la férocité de son armée. Selon le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, 420 soldats israéliens ont été tués depuis les attaques du



MOHAMMED SABER

Hamas du 7 octobre et 5 000 ont été blessés, dont 2 000 resteront handicapés. Ce que les milliers de jeunes mobilisés dans l'armée sont amenés à faire subir à la population palestinienne aura aussi des conséquences politiques que les Israéliens n'ont pas fini de payer. Car la guerre actuelle,

comme les précédentes, ne peut que renforcer l'emprise de l'extrême droite sur toute la société

Un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre; un peuple qui en massacre un autre encore moins.

Boris Savin

Lois de la guerre, lois des plus forts

À Gaza aujourd'hui comme hier en Ukraine, devant les images d'enfants morts, de civils chassés par les bombes et privés de nourriture, d'hommes exhibés à demi nus, experts et diplomates reparlent des lois de la guerre.

Ces lois, appelées Droit international humanitaire, existent. Elles sont supposées protéger la population civile et son approvisionnement, interdire les viols, encadrer le traitement des prisonniers de guerre et proscrire certaines armes. Les premières lois datent de la fondation de la Croix-Rouge en 1864. Depuis, des dizaines de pays ont ratifié des conventions dites de Genève et de La Haye. Un Tribunal pénal international a été instauré. Aucune de

ces lois n'a empêché les génocides, ni les deux guerres mondiales, ni les sales guerres coloniales. Des pays dits démocratiques ont lancé des bombes atomiques sur le Japon, déversé du napalm sur des villageois en Algérie et au Vietnam, pratiqué la torture.

Les lois de la guerre, comme toutes les lois, sont mises en œuvre par les plus puissants et, à la fin, par les vainqueurs.

Dans la guerre de Gaza, l'armée israélienne a déjà tué

près de 20 000 Palestiniens, dont 5 000 à 6 000 enfants, et détruit la moitié des habitations. Elle n'en voudrait pas moins démontrer au public qu'elle respecte les lois de la guerre. Des juristes de l'armée certifient donc que toutes les actions sont conformes au droit international; les tracts lancés sur Gaza pour donner l'ordre aux civils de fuir vers le sud, aujourd'hui bombardé, ont été rédigés pour ne pas être menaçants.

Le respect des populations n'est évidemment pour rien dans ces précautions. Elles ne visent qu'à permettre aux dirigeants israéliens et à leurs acolytes occidentaux d'affirmer que, quel que soit le nombre de morts, ils respectent le droit international et n'encourent donc aucune condamnation pour crime de guerre!

Malgré toutes les conventions de Genève ou d'ailleurs, la barbarie des guerres a augmenté en même temps que le développement industriel et technique des pays qui les menaient. Dans le cadre d'une organisation sociale profondément inégalitaire et d'un système économique basé sur la concurrence et les rivalités, elle est devenue industrielle et son hypocrisie aussi.

Xavier Lachau

Yémen : une autre crise meurtrière

Dans la nuit du 9 au 10 décembre, une frégate française a abattu deux drones venant du Nord du Yémen, contrôlé par les milices houthies, soutenues par l'Iran.

Depuis le début de la guerre menée par l'État d'Israël, ces milices ont mené, en soutien au Hamas, plusieurs attaques contre des navires en mer Rouge, et lancé des missiles contre Israël.

« Nous réitérons notre appel aux Houthis à cesser immédiatement les attaques sur les civils et les menaces à la liberté de circulation et de navigation », a déclaré le ministre français des Affaires étrangères. Le Yémen est situé à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb, une voie stratégique reliant la mer Rouge au golfe d'Aden, par laquelle transitent le quart du pétrole et 10% du commerce maritime mondiaux. L'instabilité de cette région ne peut donc que menacer le développement des affaires, et elle est surveillée de près par les grandes puissances et leurs alliés régionaux.

Or le Yémen n'est toujours pas sorti des huit années d'une guerre déclenchée par l'Arabie saoudite, avec l'accord des dirigeants impérialistes, après la conquête de la

capitale Sanaa par ces milices houthies. Ce conflit est vite devenu un véritable borborygme. Des pourparlers avec les milices houthies ont finalement démarré en avril dernier, à la faveur d'un bref réchauffement des relations entre Arabie saoudite et Iran, mais les discussions traînent en longueur.

La trêve a permis l'arrêt des bombardements saoudiens, qui ont fait près de 400 000 morts, mais pas celui des combats tant les différentes bandes armées, telles celles d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique, se sont multipliées à la faveur de la guerre, imposant leur loi dans les zones qu'elles contrôlent. La population paie le prix fort de cette instabilité.

Ce n'est évidemment pas le sort de la population qui préoccupe les dirigeants impérialistes, ni le fait que ce conflit meurtrier perdure, car l'intervention impérialiste, directe ou par l'intermédiaire des puissances régionales, en est largement responsable.

Aline Retesse



ARC EL NKAOUI

En Kabylie, en 1962: un enfant brûlé par le napalm.

Russie : mécontentement populaire et présidence à vie ?

C'est sans véritable surprise que, lors d'une remise de médailles à des militaires servant en Ukraine, Poutine a annoncé qu'il se représentera à l'élection présidentielle de mi-mars 2024. Il a prétendu avoir hésité, mais en ajoutant aussitôt : « Je comprends aujourd'hui qu'il n'y a pas d'autre choix. »

Qu'il n'y en ait pas d'autre pour les électeurs, c'est l'évidence même. Pour sauver les apparences, ce scrutin verra certes, comme les précédents, la commission électorale valider d'autres candidats, inconnus et télé-guidés par le Kremlin. Mais seul Poutine, qui incarne et détient le pouvoir, bénéficiera de tous ses moyens matériels, humains et financiers, pour que sa réélection ne soit qu'une formalité.

De surcroît, le voudrait-on, qu'on aurait de la peine à opposer un réel adversaire au sortant. En effet le régime a fait place nette dans ce qui aurait pu passer pour une opposition sérieuse. Car, bien sûr, on ne peut pas considérer comme tel le Parti communiste de Ziouganov, qui soutient sans faille la guerre de Poutine, et de façon générale sa

politique depuis des années. Quant aux autres partis, ce sont des coquilles vides que le régime a suscitées au gré de ses besoins.

Les opposants politiques un tant soit peu connus sont en prison pour des années, tel Navalny, le représentant de milieux pro-occidentaux de la petite et moyenne bourgeoisie. Ou bien ils sont morts, tel l'ancien vice-Premier ministre Nemtsov, criblé de balles en 2015.

Et depuis le déclenchement des opérations militaires en Ukraine, la répression n'a pas faibli contre tous ceux qui s'y opposaient. Dans les milieux libéraux et à gauche, beaucoup ont choisi de quitter le pays. Quant à ceux qui y restent, des années de prison les menacent, la justice les accusant de terrorisme, voire de nazisme, au motif que le



ANDREI TSAPLIENKO

Manifestation contre la guerre en 2022.

régime ukrainien serait, selon la propagande officielle, infecté par cette idéologie. Renouant avec les pratiques de l'URSS de Brejnev face aux dissidents, la justice russe envoie à nouveau certaines fortes têtes en hôpital psychiatrique.

Selon une ONG russe spécialisée dans le suivi des méfaits de la police, celle-ci a arrêté près de 20 000 personnes entre le 24 février 2022, début de la guerre, et le 3 décembre 2023. Mais il y en a sans doute eu plus, car elle n'a pas pu inventorier des arrestations qui ont eu lieu loin des grands centres, ou qu'on a enregistrées sous un autre motif.

Les condamnations se font de plus en plus lourdes, sans que cela ait mis un terme à l'expression du mécontentement. Ainsi, des femmes manifestent régulièrement dans certaines villes pour

exiger le retour de leurs fils, maris ou frères mobilisés. Et bien qu'elles disent, pour ne pas prêter le flanc à la répression, qu'elles ne s'opposent pas à l'Opération spéciale en Ukraine, la police disperse ces rassemblements, qui mettent en cause le pouvoir au travers de sa façon de mener la guerre.

Ce n'est pas la seule cause de mécontentement. L'inflation s'emballa, avec des produits de consommation courante dont les prix flambent (40% en un an pour les œufs!). Résultat, ici ou là des grèves éclatent sur les salaires, en outre souvent non versés.

Alors, le service fédéral anti-monopole a réagi avec un projet de loi qui interdira de relever les prix des denrées alimentaires de plus de 30% durant 60 jours, autrement dit jusqu'à la présidentielle. Il en va de même

pour une nouvelle mobilisation, dont il est de plus en plus question tant les pertes sont énormes sur le front : le Kremlin va laisser passer l'élection avant de rafler largement de la chair à canon.

Ainsi, à compter du 11 décembre, conscrits et futurs appelés doivent remettre leur passeport aux autorités. Dans les entreprises, toute embauche fait l'objet d'une vérification – parfois par la FSB, la police politique – du statut militaire du postulant.

Poutine, qui s'apprête à se faire élire pour la cinquième fois depuis 24 ans, a même fait réformer la Constitution pour pouvoir occuper le poste jusqu'à ses 84 ans, en 2036. A moins que la colère accumulée dans les couches populaires et laborieuses n'éclate avant et ne les balaie, lui et son régime.

Pierre Laffitte

Ukraine : course aux armes et à la boucherie

Quand Zelensky, le président ukrainien, ne fait pas dire par sa femme que l'Ukraine est « en danger mortel » si l'Occident ne lui fournit pas plus d'armes, c'est en visioconférence qu'il s'adresse aux membres du G7, autrement dit aux grandes puissances impérialistes, pour demander et redemander des armes.

Zelensky s'est rendu aux États-Unis le 12 décembre pour plaider sa cause et en est reparti sans aides

financières supplémentaires. C'est qu'avec l'élection présidentielle qui approche aux États-Unis, la majorité

républicaine du Sénat vient de refuser de voter les 61 milliards de dollars d'aide, essentiellement militaire, que le président démocrate, Biden, avait initialement promis à l'Ukraine.

Dans le bras de fer entre Biden et les républicains, l'Ukraine ne pèsait de toute façon pas lourd. Et cela souligne que, sans le soutien de la principale puissance de la planète, l'Ukraine n'a aucun moyen de poursuivre la guerre contre la Russie. D'ailleurs, même avec cette aide, la contre-offensive annoncée par Kiev n'a pas eu de résultat probant, puisque la ligne de front semble figée depuis un an. De ce point de vue, les déclarations du chef d'état-major ukrainien, Valeri Zaloujny, donnent un reflet à la fois de cette situation, lorsqu'il déclare à l'hebdomadaire britannique *The Economist* que « nous sommes

dans une impasse », et de ce que pensent les généraux ukrainiens.

Il ne faut pas s'étonner que les propos de Zaloujny aient suscité la fureur de l'entourage d'un Zelensky qui a associé sa présidence, et donc son avenir, à une victoire sur la Russie. Cela d'autant plus que, parmi la population ukrainienne, le mécontentement monte et que, à en croire les sondages, de plus en plus de gens ne voient pas d'issue au conflit, voire souhaitent qu'il s'arrête vite. Cela se manifeste de bien des façons : par des manifestations de proches de mobilisés dans les grandes villes, qui réclament leur retour à la maison ; par la reprise de la contestation sociale, avec des grèves même à proximité de la ligne de front, comme pour le versement des salaires parmi les travailleurs des services de l'eau dans deux villes ; par

des manifestations contre le manque de chauffage urbain à Odessa...

On ne sait quelle est la profondeur de ce mécontentement, ni jusqu'à quel point il vise Zelensky, son gouvernement et sa politique. Mais l'attitude du général Zaloujny, qui peut passer pour opposée au jusqu'au-boutisme guerrier, pourrait s'expliquer aussi par le fait qu'une partie des cercles dirigeants prépare une alternative à Zelensky. Que l'armée et son chef se retrouvent ainsi directement aux commandes, avec au moins l'assentiment du parrain américain, rendrait peut-être plus facile à ce dernier de trouver un accord avec la Russie. Mais, que ce soit avec un Zelensky qui resterait en place, ou avec un général qui le remplacerait, il est certain que la population n'a rien de bon à attendre.

P. L.



Grève des transporteurs à la frontière entre la Slovaquie et l'Ukraine, en novembre 2023.

Mayotte : les ministres défilent, les problèmes persistent

La Première ministre **Élisabeth Borne** s'est rendue à Mayotte vendredi 8 décembre, accompagnée de deux ministres, **Aurélien Rousseau** (Santé) et **Philippe Vigier** (Outre-mer).

Confrontée au désespoir de la population privée d'eau deux jours sur trois, au manque de logements, à leur insalubrité quand ils existent, au manque d'écoles et d'hôpitaux et à l'insécurité, elle n'a su que débiter des platitudes du genre : « *Ce n'est pas digne de notre pays* », « *La violence que vous vivez, ce n'est pas normal* » et annoncer un déblocage de 240 millions d'euros de fonds pour moderniser l'hôpital... mais en laissant 70 %

des postes de praticiens non pourvus !

Quant aux 100 millions d'euros supplémentaires versés au département dans le budget 2024, auxquels s'ajouteront 50 millions de solde de 2023, ces sommes restent insuffisantes pour rattraper les retards accumulés dans la construction d'écoles, de logements, d'hôpitaux, de routes, dans le développement des transports en commun ou encore dans les travaux d'adduction en

eau potable, etc.

Les habitants de Mayotte croulent sous les difficultés quotidiennes. À l'obsédante pénurie d'eau s'est ajoutée depuis le 26 novembre une recrudescence des actes de violences commis par des bandes de jeunes. Le 10 décembre, un jeune est mort dans un affrontement entre bandes, tué non pas à coups de bâton ou de chombo (coupe-coupe) mais bien par arme à feu.

« *C'est le chaos!* », disent les habitants. Des groupes de jeunes armés de machettes, de bâtons ou d'autres armes artisanales sévissent de jour comme de nuit, dans

plusieurs villages comme à Iloni, Dembéni au sud, à Chirongui et Tsararano au centre, à Miréréni ou encore dans les quartiers de la capitale Mamoudzou.

Outre les fréquents caillassages de bus et de voitures, ces jeunes, dont de nombreux mineurs, érigent des barrages sur les routes dans le but de dépouiller les automobilistes qu'ils agressent parfois, brûlent des maisons, des commerces après les avoir saccagés, s'affrontent aux policiers et aux gendarmes.

À cause de ces affrontements et de ces barrages, des travailleurs ne peuvent se rendre sur leur lieu de travail ; des étudiants, des lycéens et collégiens ratent leurs cours au risque d'échouer aux examens. Certains jours, ils restent bloqués toute une journée, en attendant que les voies se libèrent. Les habitants n'osent plus se rendre dans certains endroits de l'île, notamment aux abords des forêts, de peur de se faire agresser. Mahorais, Réunionnais, Mzungus (les Blancs), tout le monde peut être une cible potentielle s'il est soupçonné d'avoir de l'argent.

La population est excédée par les violences et l'insécurité. À Iloni, où le collège est resté fermé le 29 novembre, des femmes sont sorties armées de

machettes pour empêcher des voyous de pénétrer dans le village. À Dembéni, le maire a instauré un couvre-feu de 19 heures à 4 heures pour les mineurs, pendant trois semaines.

Pour sortir de la rue, de la misère économique et morale dans laquelle ils se trouvent, ces jeunes devraient avoir accès à l'instruction, à du travail, à des loisirs, etc. Cela nécessiterait que l'État y mette tous les moyens nécessaires. On en est loin. Élisabeth Borne se contente de promettre « *des opérations coups de poing* » pour « *ramener la sécurité* », un deuxième plan « *Shikandra* » de lutte contre l'immigration illégale et... une nouvelle prison!

Borne et son gouvernement font preuve du même mépris qui marque la politique de l'État français à l'égard de la population mahoraise maintenue dans le sous-développement depuis deux siècles. Face à la colère provoquée par les conséquences catastrophiques de cet abandon, les responsables politiques n'ont qu'un plan : attiser la haine pour diviser les plus pauvres en désignant les immigrés comoriens et africains comme étant à la source de tous les malheurs présents. Un piège mortel dans lequel il ne faut pas tomber!

Charlotte Dauphin



À Mayotte, en octobre.

Guadeloupe : une sanction pour avoir irrité Bardella !

Une jeune journaliste de **Radio Caraïbes international (RCI)** en Guadeloupe, **Barbara Olivier Zandronis**, a été sanctionnée par sa direction après son interview de **Jordan Bardella**.

Le président du Rassemblement national était en Martinique et en Guadeloupe pour lancer la campagne des Européennes. La journaliste a complètement déstabilisé le dirigeant d'extrême droite par une série de questions. Elle lui a notamment rappelé les propos qu'il avait tenus lors d'un meeting le 3 décembre, où il avait affirmé : « *L'Europe ne peut pas devenir une auberge 5 étoiles pour l'Afrique* ».

Barbara Olivier Zandronis lui a donc demandé s'il estimait que « *les trottoirs parisiens et les campements de fortune de Calais ont des points communs avec des hôtels 5 étoiles* ». Elle a également rappelé à Bardella qu'en 2020, les députés européens du RN avaient voté contre la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité.

Toute l'interview étant de la même veine, Bardella

excédé a déclaré à la journaliste qu'elle l'agressait, en lui demandant de quel parti elle était. Le ton était vif, Barbara Olivier Zandronis reposant plusieurs fois les questions auxquelles Bardella ne voulait pas répondre.

La direction de la radio a sanctionné la journaliste en l'écartant de l'antenne pour le journal, et elle ne devrait plus faire que des reportages. L'affaire fait grand bruit en Guadeloupe et en Martinique. Les communiqués de soutien à la journaliste pleuvent. Une bonne partie de la presse

de l'hexagone a également relayé l'affaire.

Mardi 12 décembre, une conférence de presse d'une série d'organisations nationalistes et communiste révolutionnaire comme **Combat ouvrier** s'est tenue à Pointe-à-Pitre, en soutien à la journaliste et contre la politique des Bardella et autre Marine Le Pen, rappelant combien le RN est truffé de racistes antisémites, antimusulmans et suprémacistes blancs.

Dans ces Antilles où Marine Le Pen est arrivée en tête au deuxième tour de l'élection présidentielle,

c'était l'occasion de combattre les illusions d'une partie de la population dans ce parti. Bardella n'a pas rehaussé son image dans les deux îles. Il a déclaré ne pas connaître l'affaire de l'article 55 qui a pourtant tant fait parler.

Arrivé dans les studios en tongs, nonchalant et décontracté, Bardella ne connaissait visiblement pas du tout ses dossiers. Croyant pouvoir faire le malin sur les ondes à 7 000 km de l'hexagone, il a plutôt raté son coup.

Pierre Jean-Christophe

Hôpital Pitié-Salpêtrière – Paris : grève victorieuse aux Urgences

Début décembre, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, le personnel des Urgences a fait deux jours de grève. Il en avait assez d'être en sous-effectif permanent.

Depuis septembre, toutes catégories confondues, de jour comme de nuit, ces travailleurs se sont préparés à agir en se réunissant, en discutant, en préparant les revendications. Un préavis de grève avait été déposé une semaine avant par la CGT, et la direction avait alors fait des propositions. Elles n'ont pas satisfait le personnel, qui a donc décidé de voter la grève pour le

mardi 5 décembre.

La direction et l'encadrement pensaient que leurs propositions seraient acceptées et, ne croyant pas à cette grève, ils n'ont donc réquisitionné personne le lendemain. Mais surprise : le jour de la grève, il n'y avait presque plus d'infirmières ni d'aides-soignantes dans le service.

Les mardi 5 et mercredi 6 décembre, la direction

a essayé d'impressionner les grévistes, envoyant des mails pour leur ordonner de se présenter au travail pour prendre leur assignation. Cela n'a pas fonctionné et personne ne s'est déplacé. Les grévistes, des jeunes pour la plupart, certains pas encore titularisés, sont partis manifester devant la direction générale à l'hôpital Saint-Antoine puis dans l'hôpital même. Ils se sont ensuite réunis pour discuter de la suite à donner après les nouvelles propositions de la direction.

Les grévistes sont restés



groupés et soudés. En deux jours, ils ont obtenu l'affectation de quatre aides-soignantes de jour, trois de nuit et cinq infirmières, dont une de psychiatrie. Au cours de la négociation, ils ont aussi réussi à faire retirer par la direction l'expression « abandon de poste » et ont obtenu du matériel qui

leur manquait, en plus des effectifs.

À l'issue du protocole de fin de grève, tous sont revenus aux Urgences en criant « On a gagné ». Ils restent cependant mobilisés car ils tiennent à surveiller le respect par la direction de ses engagements.

Correspondant LO

EPSM de la Sarthe : la direction sous pression

À l'EPSM (Établissement public de santé mentale) de la Sarthe, le mouvement de protestation débuté le 15 novembre ne faiblit pas.

Le 5 décembre, la direction a invité l'ensemble des soignants à un « temps d'échange » pour tenter de vendre son projet de réorganisation des cycles de travail, de droits aux congés et aux RTT pour 2024. La salle était pleine à craquer, avec plus d'une centaine de personnes devant une brochette de directeurs et de cadres supérieurs qui faisaient grise mine.

Après 20 minutes d'un discours prônant la nécessaire réorganisation « pour le bien de la population soignée », beaucoup sont intervenus pour s'opposer à ce qu'ils considèrent comme un recul des conditions de travail. En fin de réunion, la direction acceptait de revoir sa copie avant le CSE (comité social d'établissement) prévu le 7 décembre. Ce jour-là, jour d'appel à la grève, une centaine de soignants très remontés se sont retrouvés devant la salle de

réunion pour peser sur les échanges entre la direction et les représentants syndicaux. On pouvait lire sur les pancartes : « Stop à la maltraitance », « Prendre soin de nous, pour prendre soin des patients », ou encore « Établissement public de souffrance morale » et « Direction des ressources inhumaines », « Comment être bien-traitant quand on est maltraité ? : Vous avez 4 heures. DRH : 0/20. »

Dans une ambiance décidément très sonore, entre les sifflets, les tambours, les cornes de brume, les klaxons, les tympanes comme les échanges de la réunion ont été bien malmenés.

Le CSE a tourné à la négociation avec la direction. Interrompue quatre fois, afin que les représentants syndicaux viennent rendre compte, elle a décidé d'abandonner les jours notés W, ainsi que les journées de 10 heures-18 heures le week-end, et a reconnu que

les cycles de travail de plus de douze semaines étaient illégaux.

Ces quelques concessions de la direction montrent que c'est bien le rapport de force qui peut la faire reculer, mais elles sont encore loin d'être suffisantes. C'est pourquoi les

actions se poursuivent. Dimanche 10 décembre au matin, les soignants sont allés sur le marché du centre-ville pour alerter la population et recueillir des signatures de soutien. Une distribution de tracts à l'entrée de l'hôpital pour s'adresser aux collègues

des autres secteurs (administratifs, techniques, restauration...) était également programmée ainsi qu'une nouvelle assemblée générale. Le mouvement continue jusqu'au retrait complet du projet de la direction.

Correspondant LO

Dans le nettoyage : salaires et conditions de travail inacceptables

Le 6 décembre, la fédération CGT des Ports et Docks, à laquelle sont rattachés les syndicats du nettoyage, organisait un rassemblement devant la FEP (Fédération des entreprises de propreté) à Villejuif, dans le Val-de-Marne.

Des délégations de salariés et militants, venus de plusieurs régions, se sont retrouvées pour protester contre l'accord salarial qui prévoit une minable revalorisation des salaires pour 2024 : 2,5 % en janvier et 0,7 % en juillet, alors que les prix flambent, dont celui des transports.

Depuis longtemps, les salariés réclament un 13^e mois mais les patrons ont accouché difficilement, au fil des dernières années, d'une prime annuelle qui en 2024 sera de 448 euros, 300 euros pour les moins de 20 ans d'ancienneté et au prorata du temps travaillé ! Les traditions patronales sont ainsi respectées : lâcher des miettes tout en divisant pour régner, donner un peu plus aux uns et moins aux autres, dont les femmes qui subissent les temps partiels

imposés et des amplitudes de travail démentielles, très tôt le matin à tard le soir, avec des temps de déplacement non comptabilisés, ni payés.

Pendant le confinement, Macron n'a pas été avare en éloges pour celles qui « invisibles » étaient « les essentielles ». Mais sur la fiche de paye, l'essentiel est resté invisible, sans même une prime Covid pourtant distribuée dans d'autres secteurs ! Et finis les éloges remplacés par une propagande ignoble contre les immigrés, les sans-papiers, les musulmans, qui constituent le gros des bataillons nettoyant aujourd'hui les bâtiments, les gares, les hôpitaux du pays.

Les travailleurs dénoncent aussi des conditions de travail qui se dégradent car les donneurs

d'ordre rognent le montant des marchés. Le résultat est des absents non remplacés donc davantage de travail, des surfaces à nettoyer qui s'ajoutent au contrat initial, des produits nettoyants rationnés voire inexistantes qui obligent parfois à apporter ses propres produits. Et les employeurs, aux abonnés absents, ne répondent même plus aux réclamations. De plus en plus souvent, il faut réclamer par lettre recommandée, pour tous les manques sur la paye, ou par exemple que l'arrêt de travail soit envoyé à la Sécurité sociale qui ne vous paye pas. Tout cela est usant !

Pour ne pas se laisser faire, exiger de meilleurs salaires et conditions de travail, dans plusieurs régions et entreprises, les travailleuses et travailleurs du nettoyage se font entendre par des grèves, qui durent parfois des semaines. C'est la meilleure façon de faire plier les patrons !

Correspondant LO



Transdev – Seine-Saint-Denis : la direction recule face aux grévistes



Mercredi 6 décembre dans l'après-midi, au troisième jour de la grève du dépôt Transdev de Villepinte, la direction a annoncé qu'elle renonçait à toutes les attaques programmées pour le 1^{er} janvier 2024.

Les conducteurs de bus vont donc conserver les primes de dimanche (45 euros) et de non-accident (800 euros par an) que Transdev comptait supprimer. La direction s'est également engagée à revoir les « radars », c'est-à-dire les feuilles de route, afin de les rendre plus conformes à la réalité du terrain. Il est clair que les temps de trajet sont sous-évalués, ce qui contraint les conducteurs, pour respecter les horaires, à prendre sur leur temps de pause. Ils revendiquent en outre une réduction de l'amplitude horaire maximale, qui peut aller jusqu'à 9h 30.

La direction a dû faire face aux plaintes des voyageurs qui n'ont que le bus pour se rendre à leur travail, le métro ne desservant

que quelques villes de Seine-Saint-Denis. Il y a eu aussi des protestations plus inattendues, comme celle de la direction de Carrefour Parinor à Aulnay-sous-Bois, qui notait une forte chute de la fréquentation du magasin. Mais c'est la détermination des grévistes qui a été décisive. Comme l'a dit l'un d'eux, « *gérer une grève, c'est comme gérer une boîte, il faut de l'organisation* ».

Aucun bus n'est sorti du dépôt durant la grève, du fait de la présence d'un piquet de grève de 4 heures du matin jusqu'à 22 heures. Malgré la pluie et le froid, deux équipes d'une trentaine de grévistes chacune se relayaient, sans se laisser impressionner par les huisiers présents sur place et la police qui passait presque toutes les heures. Pour ne

pas donner prise aux accusations de blocage, les grévistes ne restaient pas immobiles et marchaient devant l'endroit d'où sortent les bus du dépôt. Ils étaient aidés en cela par les intérimaires, car ceux-ci, constituant la majorité des 600 conducteurs du dépôt, n'avaient aucune envie de casser la grève. L'un d'eux a même apporté les croissants aux grévistes, en marque de soutien. Transdev a dû se résoudre à les payer à ne rien faire.

« *Il n'y aura pas de négociation tant que les grévistes bloqueront le dépôt* », avait dit le directeur du dépôt lorsque la grève a commencé. Sauf que l'efficacité du « blocage » reposait sur le fait que la grève a eu le soutien de l'écrasante majorité des conducteurs, intérimaires comme embauchés. Et il n'aura fallu que 48 heures pour que la direction change de langage.

Correspondant LO

Chanel : la grève, ça marche !

À l'usine Chanel de Chamant, dans l'Oise, une grève pour les salaires s'est propagée aux Ateliers de Verneuil-en-Halatte et a fait reculer la direction

L'usine de Chamant fabrique des produits de beauté et, à l'appel de la CGT, une centaine de travailleurs s'y sont mis en grève lundi 4 décembre, jour de la dernière réunion sur les salaires. Avec 150 euros brut d'augmentation et 2000 euros de prime Gilets jaunes, la direction proposait moins que l'an dernier alors que les profits ont augmenté de 14 % et que l'inflation pèse sur le budget des travailleurs.

La colère s'est propagée le lendemain aux Ateliers de Verneuil-en-Halatte (AVH), à quelques kilomètres de Chamant. Dans cette usine qui fabrique des sacs de luxe, la direction ne proposait que 100 euros brut, sous prétexte qu'elle n'est plus qu'un fabricant de Chanel. Mardi 5, plus d'une centaine de travailleurs d'AVH se sont mis en grève pour réclamer les mêmes augmentations qu'à Chamant. En effet cette fable de « fabricant » n'est qu'un artifice pour diviser les travailleurs, car c'est Chanel qui possède AVH.

Au bout de deux demi-journées de grève, la direction a reculé et les grévistes ont obtenu 120 euros d'augmentation et 2000 euros de prime Gilets jaunes. Ils sont d'autant plus fiers de leur victoire que c'est sans appel syndical qu'ils se sont organisés pour débrayer.

Ces usines appartiennent aux deux frères

Wertheimer, classés troisième fortune de France, avec 100 milliards d'euros. L'an dernier, leur fortune a augmenté de 25 %, un gain de plus de deux millions d'euros chaque heure, jour et nuit, sept jours sur sept, produit de l'exploitation de milliers d'ouvriers dans l'Oise et dans le monde. Dans des usines comme Chamant, beaucoup sont contraints à l'intérim, les chefs réunissent les travailleurs chaque matin pour comparer les chiffres de la veille et mettre les équipes en concurrence... À Verneuil, en décembre, les travailleurs ont enchaîné les heures supplémentaires obligatoires avec des semaines de 46 heures, et même des samedis.

Depuis quelques semaines, les discussions se multipliaient et le mécontentement montait. Les grévistes de Chamant n'ont pas encore gagné, mais sont fiers d'avoir redressé la tête et d'avoir entraîné Verneuil. À AVH, les travailleurs ont remporté une victoire contre la direction de Chanel et, de plus, ils ont fait l'expérience de s'organiser eux-mêmes. Beaucoup font remarquer que la grève permet de discuter, que se retrouver nombreux et découvrir des collègues fait du bien, notamment des jeunes qui ne se laissent pas faire!

Correspondant LO

Chaussexpo : menaces sur l'emploi

Mardi 5 décembre, le directeur de la chaîne de magasins de chaussures Chaussexpo a annoncé devant les employés de l'entrepôt de Templemars, dans le Nord, que la situation de l'entreprise était très mauvaise. Selon le patron, les dettes sont importantes et la liquidation judiciaire est imminente.

Le lendemain, c'est par conférence téléphonique, et uniquement pour les responsables, que le directeur faisait aussi l'annonce aux employés des magasins et interdisait d'en parler aux clients! Outre

les 80 salariés du site de Templemars, environ 700 salariés, dont une grosse partie dans les 176 magasins en France, sont menacés directement. Chaussexpo avait déjà connu un redressement judiciaire

il y a cinq ans. À l'époque, déjà, 35 magasins avaient fermé, entraînant la suppression de 116 emplois.

Depuis le redressement, cette entreprise, propriété de la famille Desmazières, est gérée par un nouveau directeur général, Cyril Goulet. Depuis des mois, il n'avait cessé d'affirmer que tout allait bien. Les employés sont particulièrement bien placés pour savoir que la clientèle populaire qui fréquente les magasins Chaussexpo

ne se bousculait pas aux portes : pour les travailleurs écrasés par l'inflation, l'habillement ne fait plus partie des priorités, surtout quand Chaussexpo augmentait lui-même les prix de certaines de ses chaussures de 20 ou 25 % en une seule fois!

Une directrice régionale a pourtant laissé entendre que si l'entreprise était en difficulté, « *ce serait à cause des petits magasins qui ne font pas beaucoup de chiffre* », sous-entendant

que les vendeuses n'auraient pas fait correctement leur travail.

Depuis des mois, les propriétaires de Chaussexpo mentent aux travailleurs. Pendant des années, la famille Desmazières s'est enrichie grâce au travail des salariés. C'est dans leur fortune accumulée qu'il faudrait puiser l'argent nécessaire pour qu'aucun travailleur ne se retrouve sans revenu.

Correspondant LO

Nancy : la grève des agents de la ville et de la métropole

À Nancy, le mécontentement des agents couvait depuis le mois de septembre, quand la prime inflation, entre 300 et 800 euros, ne leur a pas été versée, alors que les salaires n'ont pas été revus depuis quatre ans.

Bien des agents ont vu leur situation bousculée par les mutualisations entre les services de la métropole et ceux de la ville, qui sont destinées à économiser du personnel en augmentant la charge de travail de chacun. Les entrevues successives avec Mathieu Klein, le maire PS et président de la métropole, n'aboutissaient à rien. Le 20 octobre, 600 agents se sont mis en grève à l'appel de l'intersyndicale,

qui réunissait les syndicats CGT de la ville et de la métropole, FO et la FA-FPT Mairie (autonomes), tandis que la CFDT expliquait que la grève ne remplissait pas les frigos. Par la suite FO s'est retirée de l'intersyndicale, se satisfaisant d'obtenir des tickets restaurants. Mais la colère des agents n'a pas faibli et c'est cela qui a été déterminant.

La tension est montée à l'approche des festivités de



la Saint-Nicolas, très importantes à Nancy, où le défilé des chars dans la ville devait rassembler quelque cent mille personnes. À l'approche du samedi 9 décembre, la question d'une possible annulation du défilé était posée, car sa

préparation nécessite la participation de nombreux agents.

Au cours de cette dernière semaine, des agents de tous les services de la ville et de la métropole se sont mis en grève, en tout 700 grévistes. Des responsables de différents services ont alors tenté une opération nocturne de démantèlement des chars, forçant les portes des ateliers au pied de biche et coupant les caméras de la voirie. Révélée au grand jour, cette opération antigreve décidée par le maire a rapidement sombré dans le ridicule !

Ce n'est que jeudi 7 décembre en fin de journée

que des augmentations plus substantielles ont enfin été concédées : un rattrapage mensuel de pouvoir d'achat allant de 80 euros brut pour les plus bas salaires à 35 euros, en plus d'une prime inflation qui n'est pas à la hauteur du décret (entre 200 et 500 euros), ce que les grévistes ont accepté en assemblée générale le lendemain. Unis dans ce bras de fer, les agents de la ville et de la métropole ont pu mesurer leur force, et c'est encourageant pour l'avenir. Car sans les travailleurs rien ne se fait dans la société, pas même la fête de la Saint-Nicolas.

Correspondant LO

Territoriaux de Beauvais : pas question d'être mis à la diète

Judi 30 novembre, les employés des collectivités territoriales de Beauvais se sont rassemblés à une centaine devant la mairie pour exprimer leur mécontentement.

Ces travailleurs ont ressenti un profond mépris de la part du maire de Beauvais et de la présidente de la communauté d'agglomération. Ces derniers ont en effet refusé l'attribution de la prime de pouvoir d'achat proposée par Macron et ont aussi décidé que l'augmentation de l'indemnité mensuelle de fonction se limiterait à 60 euros brut pour les plus bas salaires, et à seulement 50 euros brut pour les

autres. Même pas de quoi payer l'augmentation des factures.

Il n'y aurait, paraît-il, pas assez d'argent dans les caisses. Un comble quand on sait que le maire, Franck Pia, s'est octroyé une indemnité mensuelle de 4 400 euros. Quant à Caroline Cayeux, présidente de la communauté d'agglo, c'est l'ex-ministre au patrimoine de 24 millions d'euros empêtrée dans une affaire de fraude fiscale

et propriétaire d'un superbe appartement donnant sur la Tour Eiffel.

Ces élus-là, qui n'ont pas de problèmes de fin de mois, se moquent des rémunérations des salariés. À eux le gâteau, aux autres les miettes. C'est ce que refusent les travailleurs, qui veulent de vraies augmentations de salaire.

Suite à la grève, les élus ont commencé à reculer : ils ont décidé de payer la journée de grève et de revaloriser l'indemnité de fonction pour les catégories C à 70 euros brut. C'est un bon début !

Correspondant LO



Communauté Urbaine du Havre : les travailleurs réclament leur dû

Vendredi 8 décembre, dans une action commune des agents de la ville du Havre et de ceux de la communauté urbaine (CU), 200 manifestants ont envahi le hall de l'Hôtel de ville du Havre pour protester contre le refus de verser la prime de pouvoir d'achat.

Cette prime, de l'ordre de 300 à 800 euros, est versée dans toute la fonction publique, sauf dans la territoriale où, c'est l'arnaque, l'État s'est désengagé, laissant les collectivités locales décider selon leur bon plaisir. Au Havre, les responsables de la CU prétextent donc le manque de ressources.

L'ironie de l'histoire est que le président de la CU, également maire du Havre, n'est autre qu'Édouard Philippe. Celui-ci, du temps où il était Premier ministre, a contribué à tailler dans les ressources des collectivités locales, au profit de l'État et surtout des capitalistes.

En réalité, il y aurait évidemment largement de quoi augmenter réellement les salaires des territoriaux, comme des autres travailleurs du public et du privé, pour peu qu'on prenne l'argent là où il est.

Correspondant LO

La Poste : exploitation organisée des sans-papiers

Le syndicat Sud PTT avait saisi le groupe La Poste au tribunal au motif d'avoir fermé les yeux sur l'exploitation de travailleurs sans papiers dans ses filiales de livraison de colis, Chronopost et DPD, et leurs multiples sous-traitants.

Le 5 décembre, le tribunal judiciaire de Paris a rendu son verdict et condamné La Poste pour avoir manqué à son devoir de vigilance. La loi de mars 2017, adoptée après le drame du Rana Plaza, ce complexe d'ateliers au Bangladesh où plus de 1100 travailleurs étaient morts dans un effondrement en 2013, est censée imposer aux grands groupes donneurs d'ordres de s'occuper des conditions d'emploi des travailleurs

par les sous-traitants. En fait, le seul résultat est en général un épais document sur papier glacé, avec beaucoup de graphiques Excel, accompagné de réunions et de parlottes.

Lorsque de nombreux travailleurs sans papiers sont entrés en lutte pour revendiquer leur régularisation, avec des piquets de grève comme à Chronopost Alfortville ou DPD Coudray-Montceaux, cela a contraint La Poste à

rompre le contrat avec son sous-traitant Derichebourg sur ces deux sites. Cependant elle n'a pas régularisé pour autant les travailleurs concernés et continue les mêmes pratiques avec d'autres sous-traitants. Il y a un mois, 17 situations irrégulières ont été découvertes lors d'une descente de police à l'agence Chronopost de Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise. On ne sait pas d'ailleurs ce que sont devenus les travailleurs concernés.

Finalement, dans sa décision, le tribunal juge que le plan de vigilance de l'entreprise publique est insuffisant vis-à-vis des



À Paris, en avril.

sous-traitants, et lui enjoint de l'améliorer. Néanmoins, prétendant que La Poste va dans le bon sens, les juges n'ont décidé d'aucune astreinte financière pour la pousser à mettre en application leurs décisions et n'ont pas accédé aux demandes de Sud PTT, qui demandait la liste complète des sous-traitants de l'entreprise, ce que cette dernière refusait au nom du secret des affaires.

Si un point a été marqué

pour les travailleurs sans papiers en lutte, leur situation reste la même. Comme le disait un de leurs porte-parole au rassemblement à Créteil le 7 décembre : « *Au moins, la préfecture et la Direction départementale du travail du Val-de-Marne ne peuvent pas continuer à nous raconter qu'il n'y a rien d'anormal à Chronopost. Cela nous motive plus à exiger qu'elles prennent leurs responsabilités.* »

Correspondant LO

Travailleurs immigrés : la société repose sur eux

La discussion sur le projet de loi Immigration a alimenté un flot de déclarations anti-immigrés de la part de représentants de l'extrême droite, de la droite et du gouvernement.



Tous présentent les travailleurs étrangers, et en particulier les sans-papiers, comme une menace pour l'ordre public ou comme des parasites dont il faudrait se protéger. La réalité est au contraire que, sans les travailleurs étrangers, la société ne pourrait tout simplement pas fonctionner.

Par exemple, sur la région Île-de-France, selon la dernière étude de l'Insee, 1,25 million d'immigrés travaillent. Ils représentent 22 % de l'ensemble des emplois et sont souvent majoritaires dans les secteurs les plus vitaux et les plus pénibles.

Ainsi, 61 % des aides à domicile et aides ménagères sont étrangères. Les

travailleurs étrangers représentent aussi 60 % des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, et un cuisinier sur deux est étranger. Les étrangers représentent aussi 48 % des ouvriers non qualifiés dans l'industrie (agro-alimentaire, chimie, plastique, bois), 47 % des agents de sécurité, 45 % des agents d'entretien, 42 % des assistantes maternelles.

Autant dire que, sans ces centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs venus des quatre coins du monde, les personnes âgées ou dépendantes seraient livrées à elles-mêmes, tout comme leurs petits-enfants, les bâtiments ne sortiraient pas de terre, ni les produits manufacturés des usines. Et

les politiciens qui péorent sur le prétendu danger de l'immigration seraient privés de leurs restaurants ou hôtels favoris.

Une partie importante de ces travailleurs, tout en payant cotisations sociales et impôts, sont de plus privés de papiers. 600 000 à 900 000 étrangers vivent en France sans permis de séjour, selon le ministère de l'Intérieur, sur un total de 5,5 millions d'étrangers recensés. Un récent reportage de l'émission Envoyé spécial montrait ainsi une aide à domicile d'origine africaine qui assume la responsabilité de plusieurs personnes dépendantes sur une amplitude de 12 heures par jour. Menacée d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français), elle vit en permanence dans l'angoisse d'un contrôle et d'une expulsion.

De nombreux travailleurs sans papiers luttent à juste titre pour leur régularisation. Plusieurs rassemblements se sont tenus pour exiger des papiers pour tous, comme à la préfecture de Créteil, où la porte-parole de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, est intervenue pour défendre la liberté de circulation et d'installation pour tous les travailleurs.

Christian Bernac

La Poste - Fleury-les-Aubrais : les facteurs se font entendre

Mercredi 6 décembre, une partie des facteurs de Fleury-Saran se sont mis en grève contre des conditions de travail devenues insupportables.

Les effectifs diminuent depuis des années, tandis que les tournées s'allongent. Les facteurs en congé ou en repos souvent ne sont pas remplacés. Beaucoup d'intérimaires ne restent pas car, sans être vraiment formés, ils doivent faire des tournées que même des anciens ont du mal à boucler. Résultat, certaines restent plusieurs jours sans être distribuées, et les facteurs, en plus de leur tournée régulière, doivent assurer des « sécables », des portions de tournées supplémentaires. Les vélos sont en nombre insuffisant et pas assez entretenus, les batteries tombent souvent en panne.

C'est cette accumulation qui a provoqué la grève. Pendant deux jours, des facteurs ont fait le tour des collègues pendant la préparation des tournées, pour discuter de quoi faire, et la grève a été décidée pour le mercredi 6 décembre. La directrice a dû annuler une réunion et faire le déplacement pour

se retrouver devant une dizaine de postiers, surtout des factrices, et leur raconter d'abord qu'il est difficile de trouver des intérimaires en cette saison, car ils sont, dit-elle, monopolisés par Amazon. Or la même expliquait il y a peu que les intérimaires ne restent pas à La Poste parce qu'ils préfèrent être en vacances ! Devant la colère des grévistes, elle a dû promettre des effectifs supplémentaires, en prolongeant notamment le contrat de certains intérimaires.

La directrice pensait que les grévistes allaient ensuite reprendre le travail, mais elle a dû déchanter, car ils étaient bel et bien en grève pour la journée. L'ensemble de la distribution de courrier s'est donc trouvée désorganisée. Contents d'avoir relevé la tête, les grévistes ont conclu cette journée en allant manger ensemble le midi.

Correspondant LO

SNCF et Nicollin : **exploiteurs et voleurs**

Sur les lignes Atlantique (réseau Montparnasse), la SNCF sous-traite le ménage dans les rames TGV pendant le voyage au groupe Nicollin.

Le nettoyage à 300 km/h permet à la SNCF de gagner du temps de ménage aux terminus et d'accélérer la rotation de ses trains, alors que sa politique de sous-investissement chronique est à l'origine d'un déficit en nombre de rames.

Pour les agents de ménage Nicollin, cela se traduit par les inconvénients des travailleurs roulants,

sans en avoir les compensations. Leurs temps d'attente en gare entre deux trains ne sont pas payés, et ils n'ont souvent qu'un placard à balais pour se reposer. Le travail supplémentaire occasionné par les retards de trains n'est jamais payé, même quand le retard est de cinq heures: la paie est établie sur la base de l'horaire théorique des trains.

C'est le quotidien depuis des années. Mais depuis mai 2023, en plus, le groupe Nicollin joue à ne pas payer les heures travaillées et pourtant notées comme telles dans les plannings. De nombreux agents, souvent les plus précaires, femmes, immigrés, travailleuses âgées ou cassées par le travail, celles dont Nicollin sait qu'elles en ont le plus besoin et craignent de le perdre si elles protestent, voient leur paie amputée de

plusieurs centaines d'euros. Elles touchent par exemple une paie correspondant à 26 heures par semaine pour 36 heures effectuées et notées au planning, et se trouvent en difficulté pour payer leurs loyers, factures ou cantine.

Quand certaines osent quand même protester, la direction de Nicollin tente de les embobiner en invoquant des congés compensateurs inexistantes, ou fait de vagues promesses

de régulariser la situation dans l'avenir. Mais elle refuse de toute façon de payer les sommes dues depuis mai, qui peuvent s'élever à plusieurs milliers d'euros pour certaines.

En tant que donneuse d'ordres, la SNCF est complice de cette politique révoltante de Nicollin, un vol pur et simple qui s'ajoute au vol légal qu'est le profit capitaliste prélevé par les entreprises sur les travailleurs.

David Louvois

Opéra de Tours : **grève des musiciens**

Au lieu de la cinquième symphonie de Beethoven prévue au programme, c'est la colère des musiciens qui s'est fait entendre samedi 2 décembre sous les voûtes dorées de l'Opéra de Tours.

Les musiciens dénoncent leur contrat précaire, la réduction du nombre de concerts par saison et le manque de transparence de leur employeur, la mairie.

Les 55 musiciens de l'Orchestre symphonique de Tours, s'ils sont titulaires de leurs postes, n'en sont pas moins embauchés en CDDU (contrat à durée déterminée d'usage), certains depuis des dizaines d'années. Cela fait un an et demi

que les musiciens se mobilisent contre ce statut, mais la seule proposition qui a leur a été faite jusqu'à présent a été une embauche en CDI, mais à temps partiel, c'est-à-dire avec une paye en dessous du smic.

Le soir du 2 décembre, certains d'entre eux ont choisi d'exprimer leur colère en faisant grève juste avant que le concert ne commence. Des musiciens en grève? Cela n'a pas été



Intervention d'une musicienne, au début de la représentation, le dimanche 3 décembre.

du goût de tout le monde! L'écologiste Christophe Dupin, adjoint à la Culture de la mairie de Tours, a ainsi déclaré être «*écœuré et surpris*». Mais si certains peuvent se sentir écoeürés, c'est bien plutôt les membres de l'orchestre, qui sont

promenés par la mairie de tables rondes annulées en propositions dérisoires. «*Ce qu'on veut, c'est sauver notre emploi et notre orchestre*», témoigne une musicienne.

Les grévistes demandent qu'un CDI à temps complet soit proposé à chaque

musicien, et qu'il y ait un engagement écrit au maintien de tous les postes.

On dit que la musique adoucit les mœurs, mais la politique de la mairie de Tours, elle, provoque la colère.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Climat: après eux le déluge!

La comédie jouée aux derniers jours de la Cop 28, réunie à Dubaï pour discuter des moyens d'enrayer le réchauffement climatique, illustre la vacuité de ces sommets internationaux.

Comme les précédentes, la Cop 28 devait se clôturer par une déclaration solennelle sur les mesures que les États s'engagent à prendre pour arrêter la marche vers la catastrophe annoncée. Mais l'absence des mots « sortir des énergies fossiles » a déclenché une polémique et imposé une prolongation. Après une nuit de discussions, les négociateurs sont finalement tombés d'accord sur un texte qui appelle à « transitionner hors des énergies fossiles [...] d'une manière juste, ordonnée et équitable. » Les pays les plus menacés d'une montée des océans, et ceux moins concernés par l'énergie issue du pétrole ou du charbon, ont accusé les pays producteurs de pétrole de protéger leurs intérêts. C'est vrai bien sûr, mais la plupart des indignations qui leur ont répondu sont du théâtre. La ministre Pannier-Runacher défend avant tout la filière nucléaire française. John Kerry, représentant des États-Unis,

principal émetteur de gaz à effet de serre par habitant, ne manque pas d'air quand il dénonce « une mascarade [...] dictée mot à mot par l'Opep ».

Le réchauffement et le dérèglement climatiques sont des réalités de plus en plus ressenties par des centaines de millions d'êtres humains. Les épisodes de tempêtes ou de sécheresses extrêmes s'enchaînent. Les glaces fondent ici, les nappes phréatiques s'assèchent là. Les rapports scientifiques s'accumulent. Cette réalité n'est plus contestée ou minimisée, comme elle le fut pendant des années sous la pression des grands groupes en situation de monopole. Mais maintenant le réchauffement climatique et la transition énergétique nécessaire pour l'enrayer sont devenus les nouveaux prétextes pour faire accepter les hausses de prix à la population.

C'est ainsi que l'on justifie le déversement de centaines de milliards de



RUE89 BORDEAUX

Vers un nouveau forage à La Teste de Buch, en Gironde?

dollars ou d'euros de subventions aux industriels des pays riches. Pas un jour ne passe sans une leçon de morale sur « les petits gestes pour l'avenir de la planète » ou l'annonce de mesures punitives contre ceux qui s'obstinent à utiliser leur vieille voiture... faute d'une autre solution.

Or ni ces leçons de morale ni même les milliards versés aux capitalistes n'enrayeront la catastrophe. Comme l'a brutalement formulé en septembre le PDG de Total au climatologue Jean Jouzel invité du Medef: « Je connais l'avis des

scientifiques mais, dans la vie réelle, je dois assurer l'approvisionnement au moindre coût. » Autrement dit, c'est ce PDG et ses semblables qui décident et, si la fonte de la banquise permet à Total d'exploiter un nouveau gisement de pétrole dans l'océan Arctique, ce sera tant pis pour les Inuits, les Lapons ou les ours polaires.

Le fond du problème est que ceux qui ont la maîtrise du choix des énergies, comme des modes de production ou de transport, sont les grands groupes capitalistes et les financiers. Ce ne sont même pas les

gouvernements et les États, qu'ils soient producteurs de pétrole ou pas, qu'ils soient riches et puissants ou au contraire sous-développés. Même l'introduction de normes contraignantes, de lois ou de taxes n'enlève pas le pouvoir de décision à ceux qui possèdent les capitaux et qui n'agissent qu'en fonction de leurs perspectives de profits à court terme. Le réchauffement climatique ne pourra être enrayer si la propriété privée des moyens de production et la concurrence restent en vigueur.

Xavier Lachau

Venezuela - Guyana : une odeur de pétrole

Jeudi 14 décembre, des représentants du Venezuela et du Guyana devaient se rencontrer pour trouver une solution au conflit qui les oppose au sujet d'une province de Guyana où, en 2015, la société Exxon a découvert une importante réserve de pétrole.

En cette période où les feux guerriers s'allument sur toute la planète, les dirigeants chavistes du Venezuela ont décidé de réveiller une vieille revendication de leur pays sur cette province de leur voisin, l'Essequibo.

À quelques jours d'un

scrutin présidentiel que le dirigeant vénézuélien Maduro espère remporter une fois de plus, c'est pour lui une occasion de bomber le torse face à son adversaire de droite. Le 3 décembre, Maduro a même organisé un référendum sur ce sujet

et les électeurs ont répondu à 95 % pour que la province revendiquée tombe dans l'escarcelle du Venezuela. Les habitants de l'Essequibo, eux, n'ont pas été consultés.

Le président du Guyana, Mohamed Irfaan Ali, a déclaré de son côté qu'il ne laisserait pas son pays se faire piétiner par une puissance étrangère. Et il a reçu aussitôt l'appui des États-Unis.

L'Essequibo faisait partie du Venezuela quand celui-ci était encore une colonie espagnole. C'est au début du 19^e siècle, à la suite de l'indépendance du Venezuela, que la Grande-Bretagne, qui venait de constituer sa colonie esclavagiste du Guyana, s'est emparée de cette région. En 1899, un tribunal d'arbitrage donna raison au colonisateur britannique. Aujourd'hui, si la région de l'Essequibo représente 62 % de la superficie du Guyana, elle ne regroupe que 125 000 habitants. Mais ses richesses en or, cuivre, diamant, bauxite et maintenant pétrole aiguissent les appétits.

La revendication de ce territoire par le régime chaviste peut n'être qu'une diversion pour remporter l'élection en faisant jouer la corde nationaliste et faire oublier une situation économique désespérée, marquée par l'hyperinflation, l'explosion de la misère et l'exode massif de la population vers les pays voisins. Mais la tension s'est accrue entre les deux pays depuis qu'en 2015, Exxon Mobil a choisi de traiter avec le Guyana plutôt qu'avec son voisin pour l'exploitation des réserves de pétrole récemment découvertes. Le gouvernement vénézuélien a déclaré illégales les concessions pétrolières et dénonce le Guyana comme l'instrument docile de l'impérialisme américain, et d'Exxon en particulier. En l'occurrence, l'anti-impérialisme de Maduro n'est que de façade. Il a adopté dès le début de son mandat, face aux groupes capitalistes, la même politique servile que son voisin. Entre 2014 et 2017, sans tenir compte des difficultés économiques de la population, il a donné

la priorité au remboursement de la dette, versant à ses créanciers 71 milliards de dollars en trois ans, au détriment de l'éducation ou de la santé. Il a aussi livré sans conditions une partie des activités pétrolières à la compagnie américaine Chevron et ouvert en 2022 des zones économiques spéciales offrant de multiples avantages aux groupes capitalistes. Par des accords secrets, l'exploitation des gisements d'or, de bauxite, de coltan ou de diamant le long du fleuve Orénoque a été livrée aux filiales de multinationales.

Derrière les surenchères nationalistes de Maduro ou d'Irfaan Ali, les groupes pétroliers sont à la manœuvre pour piller les ressources de la région. Les deux États, soumis de la même manière à l'impérialisme, ne peuvent que se disputer les miettes que les multinationales veulent bien leur laisser. Cette dispute peut mener à un engrenage guerrier que les populations paieraient cher.

Antoine Ferrer



Maduro à Caracas le 8 décembre.